

# BULLETIN D'INFORMATION SUR LA POPULATION DE MADAGASCAR



Numéro 20 - Octobre 2006

---

## La population et le développement rural à Madagascar

*Dans les agricultures faiblement mécanisées, telles que celles de la majorité des pays africains, l'appropriation foncière et la disponibilité de la main-d'œuvre représentent les deux facteurs majeurs du développement agricole. L'effectif de la population rurale et sa répartition sur un territoire sont donc deux données essentielles de la mise en valeur agricole d'un pays. Madagascar qui connaît actuellement une croissance démographique sans précédent est un pays dont la majorité de la population vit en zone rurale et dépend des activités agricoles. L'analyse des effectifs de la population rurale et de sa répartition dans l'espace permet de mieux comprendre les enjeux de peuplement. La pression sur l'espace, sur les ressources et notamment sur les terres arables n'est pas ressentie de la même façon selon l'époque ou de lieu. De même les solutions proposées à une pression jugée trop forte sont diverses : intensification de l'agriculture, déplacement des populations vers les villes ou d'autres zones rurales moins peuplées, etc.*

### *L'évolution de la population rurale à Madagascar*

Au 19<sup>ème</sup> siècle, la quasi-totalité de la population vit en milieu rural. Seules la capitale, Antananarivo, et quelques villes, notamment portuaires, peuvent être qualifiées de zone urbaine. Antananarivo voit sa population augmenter de façon significative au cours du 19<sup>ème</sup> siècle : elle comptait moins de 20 000 habitants en 1820 et un peu plus de 43 000 en 1900. En 1900, Madagascar ne compte que deux centres urbains de plus de 5 000 habitants : Antananarivo (43 000 habitants) et Toamasina (7 000 habitants). Au total moins de 3% de la population totale habitent en ville.

L'effectif de la population augmente très faiblement jusqu'en 1940. Pendant la colonisation, la population vit encore très majoritairement en zone rurale, le taux d'urbanisation n'est que de 10% en 1960. Après l'indépendance, la croissance démographique s'accélère. Le taux de croissance annuel de la population passe le seuil des 2% au début des années 1960. En 1966, l'effectif de la population est de 6,2 millions. La baisse de la

mortalité observée depuis 1950 continue et au recensement de 1975, Madagascar compte 7,6 millions d'habitants. En 1993, le seuil des 12 millions est dépassé et en 2004, la population atteint le chiffre de 17 millions.

En 1960, Madagascar ne compte que 24 centres urbains de plus de 5 000 habitants. Les villes se situent pour la plupart à l'Est d'une ligne Mahajanga - Fianarantsoa. A l'Est de cette ligne les régions fertiles sont cultivées et donc peuplées ; à l'Ouest, l'élevage prédomine, les régions sont moins peuplées. Après 1960, le taux d'urbanisation augmente régulièrement. Toutefois, en 2005, la population reste très majoritairement rurale. Environ un quart de la population totale vit en zone urbaine en 2005, contre un dixième en 1960 et la croissance démographique de la population urbaine est due en partie à des changements dans la définition de l'urbain. En 2005, ce sont donc plus de 13 millions d'individus qui vivent dans les campagnes.

Les migrations rurales vers la ville sont relativement peu nombreuses. Le phénomène d'urbanisation rapide observé dans de nombreux pays africains n'a pas eu lieu à Madagascar. Citons l'exemple du Kenya, du Tchad, du Burkina Faso et du Soudan qui en 1960 avaient des taux d'urbanisation inférieurs à celui de Madagascar et qui, en 2005, sont nettement plus urbanisés que la grande île (respectivement 42%, 44%, 46% et 41% contre 27% à Madagascar). On dispose de peu de données sur la mobilité des populations, phénomène difficile à observer. Les résultats du recensement de 1993 montraient néanmoins que la population malgache est peu mobile en comparaison à celle des autres pays d'Afrique sub-saharienne : seuls 16% des malgaches vivaient en 1993 hors de leur *fivondronana* de naissance. Les trois *faritany* pourvoyeurs de migrants sont Fianarantsoa, Antananarivo et Toliary. Les trois *faritany* de destination privilégiés sont Antananarivo, Mahajanga et Toamasina.

Il est intéressant de noter que les migrations internes ne s'effectuent pas exclusivement des zones rurales vers les zones urbaines : la moitié des migrants vont s'installer en milieu rural. D'une manière générale, les *fivondronana* qui attirent sont ceux qui disposent de zones agricoles de production ou d'élevage avec une bonne accessibilité et les zones d'implantation industrielle. A l'opposé, les *fivondronana* qui ont des soldes migratoires négatifs sont ceux qui sont les plus enclavés et ceux où la pression sur la terre est très forte. C'est le cas par exemple de certains *fivondronana* du *Vakinankatra* (Antsirabe, Ambatolampy, Antanifotsy) qui font face à une insuffisance de terre et à une saturation de la demande en main-d'œuvre.

La migration joue donc un rôle finalement relativement peu important dans la répartition de la population sur le territoire malgache : elle se caractérise avant tout par une forte stabilité résidentielle. La migration ne joue pas le rôle que l'Etat pourrait attendre d'elle dans son souci d'aménagement du territoire et des régions agricoles à fort potentiel économique restent sous exploitées faute de population.

La population rurale est avant tout une population agricole : 83% des actifs travaillent dans l'agriculture en 2001. Les emplois sont des

emplois le plus souvent peu qualifiés et pour la plupart non salariés : moins de 2% des actifs ruraux ont le statut de cadres, 7% sont ouvriers ou employés tandis que 46% sont indépendants (souvent chef d'exploitation agricole) et 41% sont aides familiales. Les 3% restant sont manœuvres non qualifiés. Une autre caractéristique socio-économique de la population rurale est son faible niveau d'instruction. Plus de 40% des adultes ne sont jamais allés à l'école et très rares sont ceux qui ont pu être scolarisés jusqu'au lycée.

La population rurale représente encore presque les trois quarts de la population totale, l'urbanisation du pays est très lente. C'est une population jeune, peu formée et qui occupe des emplois peu qualifiés et massivement dans le secteur agricole. Les ruraux dépendent donc encore des ressources naturelles et principalement des ressources foncières, les opportunités d'emplois non agricoles sont peu nombreuses et d'autant plus rares que les niveaux de qualification sont faibles. Cette dépendance à la terre nous ramène à la question de l'occupation de l'espace agricole et de la répartition de la population dans l'île.

#### *Une disparité très forte dans la répartition de la population rurale*

A Madagascar, on observe dans le milieu rural une forte dichotomie entre deux grands types de zones : des zones densément peuplées et zones sous peuplées. Les régions peuplées couvrent l'extrême Nord, la Côte Est et les Hautes Terres, et la zone sous peuplée s'étend de Toliary jusqu'au Nord de Mahajanga, couvrant tout l'Ouest.

Ces oppositions ne sont pas nouvelles. De 1966 à 2001, la densité nationale augmente de 10,6 à 26,7 habitants au kilomètre carré, ce qui ne fait qu'accentuer les disparités de peuplement des zones rurales. Les disparités nationales sont grandes. Les écarts entre les extrêmes se sont accrus : en 1966, la densité variait selon la région de 5 à 27 hab./Km<sup>2</sup>, en 2001, elle varie de 12 à 79 hab./Km<sup>2</sup>. Les provinces de Mahajanga et de Toliary restent particulièrement peu peuplées.

En 1960, les surfaces cultivées ne représentent que 2,8% de la surface totale de l'île.

L'agriculture possède alors une marge d'extension importante : 8 à 10% du territoire apparaissent en 1960 comme immédiatement utilisable pour l'agriculture. Un million sept cent mille hectares sont mis en culture par moins d'un million d'agriculteurs, soit une exploitation moyenne par famille inférieure à deux hectares. Les surfaces cultivées par exploitation sont donc restreintes malgré la disponibilité apparente des terres au niveau national.

Dans les régions très peuplées en 1966 comme aujourd'hui, on observe dès la fin des années 1960 des communes rurales qui atteignent des densités supérieures à 100 hab./km<sup>2</sup> telles les campagnes autour des villes d'Antananarivo et de Fianarantsoa. Le système de production est alors intensif, basé sur la culture permanente du riz. Dans les années 1970, pour faire face à la pression foncière croissante, certains agriculteurs migrent de l'Est vers l'Ouest. Mais la migration ne concerne qu'une partie infime de la population. Les Betsimisaraka et les Tanala par exemple ne quittent pas leur région d'origine malgré la saturation foncière. Dans les régions où les terres sont particulièrement rares, où les exploitations familiales se sont restreintes au fil des héritages, les stratégies des populations ont été diverses et la migration n'est pas la seule solution. La forte densité de population a quelques fois été génératrice d'innovations sociales ou techniques qui ont permis à une population nombreuse de subsister.

#### *Quel est l'avenir des populations rurales ?*

Les projections montrent que compte tenu des caractéristiques démographiques actuelles, la population malgache devrait encore augmenter. Le scénario le plus vraisemblable prévoit que Madagascar comptera un peu plus de 33 millions d'habitants dans vingt-cinq ans. Le taux d'urbanisation devrait augmenter régulièrement pour atteindre 40% en 2030. A cette date, ce sont donc presque 20 millions d'individus qui résideraient en zone rurale. Avec la baisse de la fécondité et la baisse de la mortalité attendue pour les 25 ans à venir, la répartition par âge devrait subir des modifications, pourtant la population rurale restera une population jeune et en croissance au-delà de 2030.

Face à cette croissance de la population, quelles vont-être les stratégies d'adaptation des ruraux ? Les pratiques agricoles et l'occupation

de l'espace peuvent-elles être une adaptation à la densité de population ? Doit-on s'attendre, dans les zones où les densités de population vont encore s'accroître, à une intensification des cultures ou à des migrations massives des populations ? Doit-on s'attendre à un exode vers les villes ? Inversement, doit-on s'attendre à une mise en valeur des régions jusqu'ici vides malgré leur potentiel économique ?

Autant de questions auxquelles il est difficile de répondre précisément, mais il est possible d'apporter quelques éléments de réflexion de prospective en observant la situation actuelle de Madagascar et l'expérience d'autres pays du Sud.

#### *La déconnexion entre monde rural et agriculture*

Dans les régions où la pression foncière est forte, il est vraisemblable que les plus jeunes se désengagent totalement ou partiellement des activités agricoles. Ne pouvant accéder à la terre, ils vont devoir chercher d'autres sources de revenus : soit ils trouveront des activités localement, dans leur village ou leur région d'origine, soit ils vont migrer vers d'autres zones rurales ou vers les villes. On pourrait d'abord assister à une déconnexion entre le monde rural et l'agriculture par le développement d'activités non agricoles, liées à l'artisanat ou au commerce.

Ensuite, si l'activité industrielle ou le secteur tertiaire se développent en ville, il pourrait y avoir une possibilité pour ces jeunes ruraux d'accéder à des emplois salariés. Le salariat, les activités commerciales ou artisanales constituent des opportunités particulièrement intéressantes pour le trop plein de main-d'œuvre. C'est dans cet esprit que les autorités malgaches mettent en œuvre des Pôles de Croissance Intégrés (PIC). Ces pôles sont des zones d'activités agro-alimentaires et agro-industrielles qui doivent ouvrir de nouveaux débouchés pour les produits agricoles (via la transformation) mais aussi créer des emplois pour le surplus de main-d'œuvre qui peut exister dans certaines zones rurales. Tel est le cas par exemple du PIC d'Anstirabe.

#### *L'intensification et l'innovation technique*

La croissance démographique est souvent vue comme un obstacle au développement, un

facteur de pauvreté et de dégradation des ressources naturelles. Il est cependant possible que la contrainte démographique soit un moteur de progrès technologiques et donc de développement. Dans des contextes de forte pression sur les ressources, les individus sont acculés à innover, à progresser pour assurer leur survie. Ce schéma n'est pas généralisable à toutes les zones rurales malgaches mais dans certains contextes, il est possible que les fortes densités aient des effets positifs.

L'étude du village de Tsarahonenana, dans la province d'Antananarivo, menée d'abord dans les années 1960 puis dans les années 1990 en est une parfaite illustration. Tsarahonenana est décrit dans les années 1960 comme étant à la limite de sa capacité de charge. Sous la pression démographique les populations ont eu une double stratégie : une intensification de l'occupation des lieux, d'une part, et une construction territoriale renouvelée, d'autre part. L'aménagement des versants des collines, la diversification des cultures, le drainage dans les bas-fonds, l'introduction du repiquage en lignes, les associations de cultures sont quelques-unes des innovations qui ont permis au village de survivre dans une situation de forte croissance démographique. La hausse des prix des produits agricoles et notamment du riz en 2004 peut être vue comme une évolution favorable à l'innovation et à l'intensification. Un prix de vente plus important permet aux agriculteurs de prendre plus de risque dans leur production.

#### *Les migrations de l'Est vers l'Ouest*

Les migrations peuvent jouer un rôle important dans la répartition de la population rurale dans un espace national et un rôle important dans le développement de la production agricole. Peut-on imaginer des migrations de grande ampleur à Madagascar ? Il est évident que pour la mise en valeur des zones sous-peuplées, il faudra faire appel à la main-d'œuvre venant d'autres régions. Toutefois, pour que les migrants soient suffisamment nombreux, il faut que les conditions d'accueil soient bonnes.

Dès les années 1970, l'Etat tente d'organiser les migrations vers les régions du Moyen Ouest. Depuis 1990, l'Etat a entrepris des actions en faveur du départ des diplômés urbains qui ont des difficultés à trouver un emploi vers les zones

rurales. C'est dans cet esprit qu'en 2000 débute le Projet Jeunes Entrepreneurs Ruraux (PROJER), sous l'égide du Ministère de l'aménagement du territoire et de la ville. Cependant, ces jeunes majoritairement issus du milieu urbain ont du mal à s'insérer dans le milieu rural, à accepter les conditions de vie particulièrement difficiles et ils ont souvent été insuffisamment formés aux techniques agricoles.

De plus, les populations locales ne sont pas toujours favorables à l'arrivée de ces nouveaux agriculteurs. Enfin, ils sont souvent victimes de conflits fonciers, notamment avec les exploitants agricoles originaires de la région qui revendiquent leur droit sur la terre. Pour que des migrants prennent l'initiative de partir vers les zones du Moyen Ouest, ils doivent pouvoir s'assurer de conditions optimales : allocation de terres avec un statut foncier sécurisé, encadrement technique de qualité, mise à disposition de matériel agricole, intrants et semences, environnement social et institutionnel attirant (écoles, services de santé) et désenclavement de ces régions par l'ouverture de voies de communication. Seules ces conditions permettront aux migrants potentiels de dépasser les obstacles sociaux, culturels tels que l'attachement à la terre ancestrale.

La croissance de la population du monde rural peut inquiéter : d'un peu plus de 2 millions environ en 1900, elle est passée aujourd'hui à plus de 13 millions. L'analyse de l'évolution de la population rurale depuis l'époque précoloniale montre que les campagnes malgaches souffrent plus d'une répartition inégale sur l'espace agricole que d'une surpopulation. Cette répartition est le fruit de l'histoire et le résultat de l'aménagement du territoire malgache qui a du mal à rompre l'isolement de toute sa partie Ouest. De plus, il a été montré que localement la pression démographique pouvait être bénéfique en poussant les populations à développer des stratégies innovantes en termes de production agricole et d'organisation socio-économique. L'évolution future des effectifs (comme celle des activités, de la mobilité) de la population rurale est difficile à prévoir d'autant plus que de nombreux ruraux d'aujourd'hui pourraient devenir les urbains de demain.

*Bénédicte Gastineau, IRD, LPED  
Lina Rakotoson, ICM, Université Paris X*

## Références

Blanc-Pamard C., Rakoto Ramiarantsoa, H., 2000, *Le terroir et son double. Tsarahonenana 1966-1992*, Madagascar, IRD, Coll. A Travers Champs, 245 p., Paris.

Bonnemaison J., 1970, *Des riziculteurs d'altitude : Tsarahonenana*, Etudes Rurales, n° 37-39, pp. 326-344. [[http://www.bondy.ird.fr/plein\\_textes](http://www.bondy.ird.fr/plein_textes)]

Campbell G., 1991, « The state and pre-colonial demographic history : the case of nineteenth-century Madagascar », *Journal of African History*, 32, pp.415-445.

Chevalier L., 1952, *Madagascar : population et ressources*, Cahiers de l'INED, n° 15, 212p., Paris

Commissariat Général au Plan, 1962, *Economie Malgache - Evolution 1950-1960*, République de Madagascar, 277 p., Antananarivo.

Dabat M-H, Razafimandimby S., 2005, *Crise d'hier, opportunités aujourd'hui, défis pour demain : le cas de la filière riz*, Séminaire Changements induits dans les campagnes malgaches par l'évolution des prix des produits agricoles, FOFIFA, 6 - 7 décembre 2005, Antananarivo, Madagascar. [<http://iarivo.cirad.fr/doc/colloques/5002/111.pdf>]

De Martonne E. 1911, « La densité de la population à Madagascar », *Annales de Géographie*, vol. 20, pp.77-85. [<http://www.bnf.fr>]

Gendreau F., 1972, *Les centres urbains à Madagascar. Données récentes*, Colloques Internationaux du CNRS, n° 559, p.591-609. [[http://www.bondy.ird.fr/plein\\_textes](http://www.bondy.ird.fr/plein_textes)]

INSTAT, 1997, *Recensement général de la population et de l'habitat 1993 - Volume 2 rapport d'analyse - Tome V Migration*, Institut National de la Statistique, 133p., Antananarivo. [<http://www.instat.mg>]

Le Bourdieu F., 1978, *Hommes et paysage du riz à Madagascar*, FTM, 647p., Antananarivo.

Raison J-P, 1984, *Les Hautes-Terres de Madagascar*, Editions Karthala, 1286p., Paris. [[http://www.bondy.ird.fr/plein\\_textes](http://www.bondy.ird.fr/plein_textes)]

Ramialiharimanga H., 2004, *Contribution à l'insertion des jeunes migrants. Les sites d'Ambarartabe et d'Ambatofotsy dans la région de Tsiroanomandidy*, Mémoire, Ecole de Service Social, 60p., Antananarivo.

United Nations, 2004, *World Population Prospect - The 2002 Revision, Volume III, Analytical Report*, Department of Economic and Social Affairs, Population Division. [<http://www.un.org/esa/population>]

Gastineau B., Rakotoson L., 2006, « L'évolution de la population à Madagascar », *Revue Tsingy*, n° 4.



## Pour en savoir plus sur le développement

Le nombre de sites internet et de publications relative au développement étant inombrables, nous avons choisi de ne présenter que deux sites qui proposent de nombreuses informations.

- Le *Centre de recherches pour le développement international (CRDI)* est une société d'état canadienne qui appuie des chercheurs du Sud qui travaille sur la question du développement (santé, gestion de l'eau, changements climatiques, pauvreté, etc.). Sur le site on trouve de nombreuses informations, publications, annonces de colloques, etc. On peut par exemple lire en ligne, télécharger les ouvrages suivants :

- F. Mourji, Decaluwé, P. Plane (Dir.), 2006, *Le développement face à la pauvreté*, Economica/AUF/CRDI, 340p.

- O.B. Smith, P. Moustier, L. J. A. Mougeot, A. Fail, 2004, *Développement durable de l'agriculture urbaine en Afrique francophone*, CIRAD/CRDI, 176p.

- Réseau INDEPTH, 2003, *Population et santé dans les pays en développement*, CRDI.

On peut aussi s'informer sur les conférences à venir sur les questions de développement et sur les bourses de formation offertes par le CRDI aux étudiants en doctorat des pays en développement.

L'adresse du CRDI : <http://www.crdi.ca/fr/>

• L'Agence Française pour le Développement (AFD) publie de nombreuses revues ou documents de travail, certaines publications sont téléchargeables sur le site de l'AFD.

Créée en 2006, la série *Document de travail* rend compte de travaux en cours sur des thématiques très variables. Vingt-cinq numéros sont déjà parus et téléchargeables sur le site de l'AFD.

Les deux derniers numéros en ligne sont les suivants :

- Document de Travail n° 25: *Décentralisation et politique de l'eau gratuite en Afrique du Sud: Quelle place pour le secteur privé ?* Aymeric Blanc, Cédric Ghesquières

- Document de travail n° 24 : *Secteur de l'eau au Sénégal - Un partenariat équilibré entre acteurs publics et privés pour servir les plus démunis ?* Aymeric Blanc, Cédric Ghesquières

La revue de l'AFD, *Paroles d'acteurs*, donne la parole aux acteurs du développement durable. Parmi les numéros déjà publiés, on peut citer:

- *L'eau des ressources et des hommes*, 2006

- *Gestion durable de la biodiversité*, Août 2005

L'AFD propose aussi un dictionnaire du développement, une liste des termes les plus fréquemment utilisés pour parler du développement. Elle commence à *accès à l'assainissement* pour se terminer à *Zone de solidarité prioritaire*.

<http://www.afd.fr>



## **Recherche en cours**

*Juliette Rafanjanirina est étudiante à l'université d'Antananarivo dans le département de Géographie. Son mémoire de maîtrise a porté sur les impacts du climat sur les activités agricoles dans la commune de Bezaha – Fivondronana de Betioky.*

La population de la commune de Bezaha (située à 163 Km de Tuléar) est à majorité Antanosy, une ethnie du Grand Sud. La commune connaît de nombreuses difficultés. Par exemple, le niveau d'instruction reste faible et la majorité des enfants et même des adultes sont analphabètes. Les infrastructures manquent malgré l'effort des habitants pour construire des écoles. Faute d'instruction, les enfants s'orientent vers l'agriculture et l'élevage bovin. Les difficultés sont aussi flagrantes dans le domaine de la santé. Le centre hospitalier ne suffit pas au besoin de la population. C'est une zone fertile à haute potentialité agricole, mais la production ne suffit pas assurer les besoins alimentaires et à développer la commune. Une réponse possible à ce paradoxe est que le climat tropical est particulièrement défavorable dans cette région. La saison pluvieuse est marquée par une forte pluie, qui dure quatre mois, de Décembre à Mars et la saison sèche (plus de six mois) entraîne l'érosion du bassin versant et la formation des *sakasaka* (crevasses), étendues de sable pendant la saison sèche et cours d'eau torrentiels pendant la saison de pluie. Les surfaces cultivables diminuent parce que les terrains ensablés ne sont plus favorables à la riziculture. Les canaux d'irrigations sont détruits. Si la région de Bezaha a été le grenier à riz de Tuléar, maintenant la production locale n'arrive plus à satisfaire les besoins de la commune. Les gens ont recours aux aliments complémentaires comme le manioc et le maïs qui coûtent de plus en plus chers au marché. Seule l'amélioration des infrastructures routières, agricoles et sanitaires permettront le développement d'autres activités et donc le développement de la région.

## **Publication sur la démographie à Madagascar**

Le numéro 4 de la revue *Tsingy*, revue de l'Association des Professeurs d'Histoire et de Géographie de Madagascar, vient de paraître. C'est un numéro spécial sur la démographie. Au travers de sept articles, la transition démographique à Madagascar est analysée avec toutes ses composantes (fécondité, mortalité, nuptialité, etc.). Trois articles permettent aussi de mettre en perspective la situation démographique malgache avec l'expérience d'autres pays du Sud.

Voici la liste des articles qui composent le numéro 4 de la revue *Tsingy*

- P. Briet, *Les sources de données sur la population : Apports, limites et complémentarité*
- B. Gastineau et L. Rakotoson, *L'évolution de la population à Madagascar*
- B. Gastineau et R. Rafiringason, *La fécondité à Madagascar : Quels changements ?*
- H. Rajabaly, *La mortalité des enfants à Madagascar : Un indicateur démographique et sanitaire*
- C. A. Rakotondrafara, *Les Infections Sexuellement Transmissibles et le Sida à Madagascar*
- C. Binet, *Transitions familiales à Madagascar : Diversité des modèles familiaux et modernisation*
- P. Rakotondrabe, *Famille, femmes et santé des enfants à Madagascar*
- V. Schweitzer, *Gérer l'explosion urbaine : Le cas de Tananarive*
- S. Vella, *Discrimination sexuelle et baisse de la fécondité en Inde*
- V. Lopez Gareri, *La transition démographique en Amérique latine : Situation actuelle et perspectives*
- E. Talnan, *Crise et changement démographique en Côte d'Ivoire*

Pour plus d'informations sur la revue et pour se la procurer, on peut consulter le site suivant:

<http://www.gotomada.com/tsingy>



## **On parle de Madagascar**

● Le *Centre Population et Développement (CEPED)* vient de publier sa *Chronique* (n° 52). Elle s'intitule « Améliorer la santé de la reproduction des jeunes à Madagascar. Des chercheurs et des acteurs de la santé publique se concertent ». Elle présente une synthèse des communications d'un atelier organisé à Antananarivo le 25 avril 2006 par l'Institut National de Santé Publique et Communautaire (Antananarivo) et l'IRD. Cette chronique est téléchargeable sur le site du CEPED.

<http://ceped.cirad.fr>

● Du 29 novembre au 1er décembre 2006 se déroulera la chaire Quetelet 2006 à l'Université de Louvain-la-Neuve. Organisée chaque année depuis 1974 par l'Institut de démographie, l'édition 2006 a pour thème Les systèmes d'information en démographie et en sciences sociales. On y traitera des recensements, des approches longitudinales, des techniques récentes d'enquête et d'échantillonnage, etc. Une communication portera sur Madagascar :

F. Sandron (IRD), *Nature et rôle des réseaux sociaux dans une commune rurale malgache : apports réciproque d'une analyse quantitative et qualitative*

Le programme détaillé est disponible à l'adresse suivante:

<http://www.uclouvain.be/13881.htm>

● La conférence biennale de la *Society for Ecological Economics* se déroulera à New Delhi (Inde) du 15 au 19 décembre 2006 sur le thème « Ecological Sustainability and Human Well Being »

P. Gastineau (IRD - Université catholique de Madagascar) y présentera une communication : *Contribution to study of Common Property Resources dilemmas*

<http://www.isee2006.com/index.php>

- Le 7 et 8 septembre 2006 ont eu lieu les 7èmes journées scientifiques du réseau Analyse Economique et Développement de l'AUF, le thème des journées étaient « Institutions, développement économique et transition ». Le programme détaillé et certaines communications sont en ligne dont : F. Gubert, A.S. Robilliard (IRD, DIAL, Paris, France) « Décisions de scolarisation en milieu rural à Madagascar : Une analyse sur données de panel ». <http://www.dial.prb.fr>



## Evénements

- Le Département de géographie de l'Université chinoise d'Hong Kong organise du 10 au 13 juillet 2007 une conférence internationale sur la Géographie des Populations. La conférence est ouverte aux géographes mais aussi aux sociologues, anthropologues, économistes, démographes. Les propositions de communications sont à envoyer avant le 20 décembre 2006. Toutes les informations sont disponibles sur le site de l'Université. <http://www.grm.cuhk.edu.hk/en/>
- Le numéro 19 (juin 2006) de la Gazette du Département Sciences de la Population Et du Développement (Université de Louvain-la-Neuve) est sortie et accessible sur le site internet du SPED. On peut y lire notamment un article de D. Tabutin et B. Schoumeker sur les transformations des régimes de fécondité et de nuptialité dans les pays du monde arabe et du Moyen Orient. <http://www.sped.ucl.ac.be/gazette19>
- Les septième journées scientifiques du réseau de chercheurs en démographie de l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF) se dérouleront du 19 au 22 juin 2007. Elles auront pour thème « Mémoires et démographie. Regards croisés au Sud et au Nord ». Pour plus de renseignements, on peut consulter le site du Réseau: <http://www.demographie.auf.fr>
- Le Comité International pour la Coopération en Recherche en Démographie (CICRED), en collaboration avec le Population-Environment Research Network (PERN) et le Center for International Earth Science Information Network (CIESIN) de l'Université de Columbia organise un atelier de deux jours sur « Population urbaine, développement et environnement dans les pays en développement ». L'atelier se déroulera à Nairobi (Kenya) du 11 au 13 juin 2007. Pour plus d'information, consultez le site du CICRED: <http://www.cicred.org>



Ce numéro a été coordonné par Clotilde Binet (Université Paris X - IRD) et Bénédicte Gastineau (IRD - LPED). Si vous souhaitez nous envoyer vos commentaires sur ce numéro de BIP ou des informations pour le numéro suivant, vous pouvez nous contacter à l'adresse suivante : [bipmada@yahoo.fr](mailto:bipmada@yahoo.fr)